

THEMA

REGARDS

TRANSPORTS PUBLICS

Le TICE sur une route sinueuse

Léo-Paul Hoffmann

Les problèmes de personnel au TICE sont un serpent de mer. Un piquet de protestation organisé en septembre 2025 devait ouvrir un débat sur les conditions de travail au sein du réseau de bus du sud du pays. Mais la direction joue la montre, alors que le TICE changera de statut en 2027. L'État fera alors son entrée dans la structure, mais pour l'instant il ne dévoile rien de ses intentions, ajoutant au flou ambiant.

L'été dernier, les employé-es dénonçaient déjà les dérives autoritaires de leur direction. Les sanctions disciplinaires sévères et disproportionnées, les convocations systématiques chez le médecin de contrôle et une communication unilatérale témoignent de la méfiance dont fait preuve la direction du TICE envers son personnel. Une enquête interne commandée en octobre 2024 avait démontré une hausse impressionnante de départs et dessinait les contours d'une crise sociale au sein du réseau d'autobus.

Par ailleurs, le syndicat intercommunal se rétrécit à vue d'œil. Depuis le début de l'année, le transport scolaire a été repris par le secteur privé et les bus de nuit ont été supprimés. Le président du TICE et échevin de Kayl, Marco Lux, aurait jugé ces lignes nocturnes inutiles, alors que sa commune profite d'un partenariat avec Sales-Lentz pour assurer le transport de nuit jusqu'à Luxembourg-ville.

« Les gens ne font pas que fuir l'entreprise en courant, il y a aussi de plus en plus de demandes de temps partiel qui doivent être compensées », explique Théo Schickes, représentant du personnel à la Fédération générale de la fonction communale (FGFC). Par conséquent, les conducteurs et conductrices de bus sont en flux tendu pour assurer l'offre de transport et sont parfois rappelés d'urgence pendant leurs jours de repos. Ainsi, un cercle vicieux s'engage dans lequel des personnes exténuées se déclarent malades et sont remplacées par du personnel censé récupérer pendant ses jours de repos.

Face à des conditions de travail en régression et au silence répété de la direction, la FGFC avait organisé un piquet de protestation devant les locaux de la direction, le 19 septembre 2025. Celui-ci n'aurait pas eu grand



Le siège du TICE à Esch-sur-Alzette. L'an prochain, l'État deviendra partie prenante dans le syndicat du réseau de bus du sud du pays. Il prévoit d'injecter 700 millions d'euros dans la structure.

effet, selon Théo Schickes : « Après la manifestation, nous avons demandé une entrevue d'urgence. La direction nous a proposé un délai de deux mois, ce qui n'était pas vraiment ce que nous imaginions en termes d'urgence. » Depuis, l'atmosphère avec la direction serait devenue encore plus tendue. Les employé-es ne sont plus mis au courant des plans de la direction. « Nous découvrons les offres d'emploi dans la presse », indique Théo Schickes.

En respect de la procédure, la FGFC a alors demandé la convocation de l'Office national de conciliation. Refusée en décembre, la demande permettant d'organiser une réunion avec le bureau du TICE n'a abouti qu'après une seconde tentative. Théo Schickes rapporte ses impressions de l'entrevue du 24 juin de cette année : « Nous y sommes allés avec l'espoir de trouver un accord. Mais nous voulions également sentir que le bureau est prêt à bouger, et il faut dire que, lors de cette première entrevue, ce n'était pas le cas. » Une nouvelle rencontre a eu lieu ce 16 juillet. En amont, la FGFC se dit déterminée à aller jusqu'à la grève en cas d'échec des négociations.

Le projet 2027

Finalement, ces réunions de conciliation pourraient, quoi qu'il arrive, s'avérer vaines. En novembre 2025, l'État a signé, avec les neuf communes gestionnaires, la création d'un nouveau « syndicat mixte » pour le TICE en 2027. Cette nouvelle formule s'ac-

compagne d'une reprise du financement à hauteur de 80 % par l'État. En échange d'une enveloppe de 700 millions d'euros, le gouvernement prendra la main sur les décisions futures du TICE et nommera la direction. Le caractère « communal » du TICE restera cependant intact. Les employé-es communaux ne deviendront pas des fonctionnaires d'État. La convention signée en novembre 2025 prévoit une reprise sur dix ans avec une possibilité de reconduction. Un changement salué par Théo Schickes qui considère que « le président actuel et sa direction doivent être remplacés ». Une position que partage également Alain Rolling, secrétaire central de l'OGBL. Dans ses déclarations au woxx, il souligne en outre le besoin de professionnalisation du bureau du TICE : « Nous n'avons pas besoin d'un politique qui cumule les mandats, mais d'un fonctionnaire dont c'est le seul travail. »

Si rien ne change, la nouvelle direction héritera des mêmes problèmes. Alain Rolling souhaite anticiper la transition vers un nouveau régime et régler la crise au plus vite. Malheureusement, il semblerait que le gouvernement et le bureau du TICE se renvoient la balle afin de jouer la montre. « Quand on s'adresse au ministère de l'Intérieur, on nous dit d'aller voir le bureau du TICE, et celui-ci nous raconte qu'il ne peut plus rien faire avant la reprise. C'est dommage, car au final, ce sont les chauffeurs qui en pâtissent », conclut le secrétaire de l'OGBL.

« En privatisant des lignes, les communes se déresponsabilisent. Si le transport privé ne fonctionne pas, c'est la faute de l'entreprise. Alors qu'au TICE, la faute retombe sur les communes qui sont membres du syndicat intercommunal. »

Alain Rolling, secrétaire général du service public à l'OGBL

PHOTO : LÉO-PAUL HOFFMANN

« Bring Back The Buses »

L'étatisation du syndicat intercommunal ne plaît pas à tout le monde. Carole Thoma, de Déi Lénk, explique dans un entretien au woxx que « la forme que prendra la structure dépossédera les communes d'une compétence dont elles ont l'expertise ». La porte-parole du parti de gauche précise cependant qu'une professionnalisation des dirigeant-es serait légitime au vu de la taille actuelle du TICE. D'après la conseillère communale de Dudelange, Déi Lénk « milite pour assurer la survie des services publics ». C'est pourquoi le parti a lancé la campagne « Bring Back the Buses » il y a un mois. Sous forme de pétition en ligne, la campagne veut créer une mobilisation autour des bus de nuit. « Il y a des jeunes qui ne peuvent plus sortir le soir pour faire la fête, et même les adultes sont obligés de prendre leur voiture pour aller boire un verre », déplore Carole Thoma.

Une idée que soutiennent l'OGBL et Alain Rolling, même si ce dernier garde quelques réserves par rapport à la réalisation du projet : « Le danger de cette initiative est que, avec notre effectif actuel, nous serions obligés de supprimer des lignes de jour. Celles-ci seraient récupérées par le privé alors que le public conduirait sur les pires horaires (la nuit). Je pense que nous devons d'abord récupérer les lignes que nous avons perdues, engager plus de chauffeurs de bus et investir davantage dans les infrastructures avant de réintroduire les bus de nuit. » Alors que les équipes se trouvent déjà en sous-effectif, cette initiative nécessiterait des embauches supplémentaires.

Vite, des ressources humaines !

En juin, la direction a publié des offres d'emplois. Cela répondrait à un besoin longuement attendu, selon la FGFC : « En décembre, nous avions déjà envoyé une note à la direction concernant le manque de personnel. Il a fallu attendre le mois de mars pour qu'elle confirme que nous étions, effectivement, en sous-effectif. » Cependant, il y a anguille sous roche. Les offres d'emplois proposent uni-

quement des contrats à durée déterminée. Le TICE peine donc à recruter les conducteurs et des conductrices du privé déjà en CDI, qui ne veulent pas prendre le risque de quitter leur poste pour un CDD. La FGFC demeure dans le brouillard concernant le recrutement : « Nous ne savons même pas combien de postes sont proposés, ni même si ces CDD ont vocation à se transformer en CDI. »

À ce sous-effectif, s'ajoute une autre source de tension : les convocations systématiques chez le médecin du travail, y compris lors de la présentation d'un certificat médical. Après le piquet de protestation, la direction se serait calmée pendant quelques mois avant de « recommencer en début d'année » raconte Théo Schickes au woxx. Il pointe du doigt la différence de traitement avec les Autobus de la ville de Luxembourg (AVL) : « Je peux vous assurer que les AVL n'envoient pas leurs employés chez le médecin de contrôle. »

À six mois de la bascule vers le syndicat mixte, le TICE est à un moment charnière de son existence. Le personnel est pris en étau entre deux temporalités. D'un côté, il réclame des solutions concrètes à des problèmes concrets. De l'autre, l'État entreprend une réforme structurelle dont l'issue reste floue. L'enjeu dépasse la question des conditions de travail. Le gouvernement prévoit l'arrivée du tram et souhaite doubler la fréquentation des transports en commun dans le sud du pays d'ici 2035. Cela signifie que le personnel devra augmenter en conséquence. « J'ai cru comprendre que le TICE assurera les connexions entre le pôle d'échange à Foetz et les différentes communes. On fera donc moins de grandes lignes », ne peut que supposer Théo Schickes de la FGFC.

Comment fonctionne le TICE ?

Le Transport intercommunal de personnes dans le canton d'Esch-sur-Alzette (TICE) est un syndicat intercommunal qui assure le transport routier dans le canton d'Esch depuis 1914. Financé par neuf communes du sud du Luxembourg, le bureau politique du TICE compte un-e représentant-e de chacune d'entre elles. Les échevin-es et les conseiller-es communaux qui forment le bureau décident de la « macro-politique » et nomment une direction. Cette dernière exerce ses fonctions sur site, à Esch-sur-Alzette, et gère les affaires courantes. Le bureau politique reste à distance et ne se rassemble que quelques fois par an. La représentation du personnel est assurée par la FGFC (4 sièges) et l'OGBL (1 siège).

INTERVIEW

GESCHICHTSDEUTUNG DER RECHTEN

„Ich finde den Begriff des Aufhaltens notwendig“

Interview: Thorsten Fuchshuber

Der Historiker Volker Weiß forscht seit Jahrzehnten über die „Neue Rechte“ und deren theoretisches Fundament. Die woxx sprach mit ihm über die Umdeutung und Aneignung der Geschichte durch die extreme Rechte und die Renaissance einiger Motive der politischen Theologie.

woxx: Anfang des Monats hat in Erfurt der Parteitag der Alternative für Deutschland (AfD) stattgefunden. Beobachter*innen haben der Partei einen erneuten Rechtsruck attestiert. Woran lässt sich das erkennen?

Volker Weiß: Alice Weidel setzt sich immer weiter gegen Tino Chrupalla durch. Sie ist der professionellere Typ. Aber in dem Fall heißt Professionalisierung auch weitere Radikalisierung. Chrupalla ist politisch ebenfalls unerträglich, ihm fehlt jedoch Weidels Aggressivität und Charisma. Weidel präsentiert sich mit demonstrativer Kälte und Härte, sie steht für eine wirtschaftliche Marktorientiertheit, die innerhalb der Partei umstritten ist. Ihr Konkurrent Björn Höcke argumentiert dagegen strikt völkisch, ihm geht es ums deutsche Wesen. Aber auch Weidel kann gut mit völkischen Begriffen jonglieren und rechtsradikale Themen setzen. Ihr Haupterfolg ist, dass sie sich mit Höcke auf eine Art Stillhalteabkommen geeinigt hat. Es wird kein Konflikt mehr öffentlich ausgetragen. Und noch etwas hat man in Erfurt deutlich gesehen: Da rückt jetzt eine Riege junger Männer nach, das sind geschulte, ideologisch gefestigte Kader.

Wie muss man sich diese Leute vorstellen?

Das ist nicht mehr die Gründungs-generation, die aus allen möglichen gesellschaftlichen Bereichen kam. Die sind jung, aggressiv, häufig auch wirtschaftsnahe. Zum Teil kommen die aus der „Jungen Alternative“, der

ehemaligen Jugendorganisation der AfD, zum Teil auch aus den Burschenschaften. Die wurden komplett rechts sozialisiert. Das sehe ich als ein weiteres deutliches Zeichen von Professionalisierung, die einhergeht mit Radikalisierung.

Tino Chrupalla gilt als einer der Verlierer der aktuellen Entwicklung. Auf dem Parteitag hat er Björn Höcke widersprochen, der zuvor gemeint hatte, Westdeutsche seien eigentlich deutsch sprechende Amerikaner. Wieso firmiert bei Leuten wie Höcke Ostdeutschland als das wahre Deutschland?

Diese Sicht ist schon seit langem im rechten Diskurs verankert. Die Argumentation lautet, dass die Kriegsniederlage von 1945, die darauf folgende Besatzung und die Reeducation (demokratische Bildung durch die westlichen Alliierten im Zuge des Versuchs der Entnazifizierung; Anm. d. Red.) einen irreparablen Schaden in den ehemals westlichen Besatzungszonen angerichtet hätten. Dieser Schaden sei durch die Revolte von 1968 noch verstärkt worden. 1968 wird als Folge der Reeducation interpretiert, was sehr merkwürdig ist, weil die '68er-Bewegung zum Teil ebenfalls antiamerikanisch motiviert war. In der rechten Argumentation steht sie für die Auseinandersetzung mit den deutschen Verbrechen, also die Auschwitz-Prozesse, die Shoah-Debatten und so weiter. All das sind für diese Kreise nichts anderes als Symptome eines Identitätsverlustes der Deutschen. Hingegen sei in der Sowjetischen Besatzungszone, der späteren DDR, zwar die Repression härter gewesen, der identitäre Kern der Deutschen sei aber unangetastet geblieben. Der Eiserne Vorhang wird rückblickend als Kultur- und Migrationsperre interpretiert. Kritisiert wird also nicht nur die geistige Westorientierung, sondern auch der Verlust der ethnisch-nationalen Substanz. Pikanterweise war im Westen die Sicht in der Hochphase des Kalten Krieges um-

INTERVIEW

© KLETT-COTTA



gekehrt, da warf man der Sowjetunion vor, die Ostdeutschen zu Asiaten machen zu wollen.

Weshalb gelingt diese Umdeutung der Geschichte?

Zum einen hat die AfD verstanden, wo ihr Wähler*innenpotenzial liegt. Die AfD würde damit durchkommen, zur gleichen Zeit in Mannheim oder Mainz gegen die Ostdeutschen zu wettern und in Magdeburg oder Halle gegen die Westdeutschen. Da steckt viel taktischer Opportunismus dahinter. Auch wenn ich den Aufstieg der Partei nicht für ein Ost-West-Problem halte: Es gibt nun einmal AfD-Hochburgen im Osten. Zudem war die DDR ein autoritäres System und dort gab es die antiautoritäre Wende der 1960er-Jahre nicht. In den Köpfen der Menschen sind bestimmte Dinge noch tiefer eingeschrieben, daher ist das autoritäre Begehren in diesen Teilen der Bevölkerung noch eher vorhanden.

Wird das auch durch eine Umorientierung innerhalb der Linken begünstigt? In einem Artikel für die Luxemburger Zeitschrift „forum“ schreiben die Rechtsextremismus-Forscherin Léonie de Jonge und ihr Kollege Damir Skenderovic, das Abweichen der flämischen Sozialdemokraten von ökonomischen Fragen habe es der Rechten erleichtert, Kulturkampf und Migrationsthemen in den Mittelpunkt der Auseinandersetzung zu rücken.

Ich weiß nicht, ob es tatsächlich eine direkte Kausalität gibt. Richtig ist aber, dass sich Identitätsdebatten von verschiedenen Seiten führen lassen. Das hat ein emotionales Mobilisierungspotenzial, das – ich weiß gar nicht, ob links der richtige Begriff ist – zunächst von einer sich als progressiv verstehenden Strömung angetrieben wurde.

Im Weiteren haben sich das Leute zu eigen gemacht, die nicht progressiv sind. Wie ich in meinem Buch „Das deutsche demokratische Reich“ nachzuzeichnen versuche, lässt sich diese Technik, die ich als Resignifikation bezeichne und die zunächst ein ganz wesentlicher Bestandteil der subkulturellen Auseinandersetzungen war, von allen Seiten bedienen. Aber es ist ein zentraler Unterschied, ob sich ein relativ ohnmächtiger Untergrund dieser Technik bedient, oder die Macht selbst, etwa durch Donald Trump, Wladimir Putin oder das Tech-Kapital.

„Das große Problem, das ich bei der Linken sehe, ist, dass sie den Begriff von Fortschritt verloren hat.“

Warum sind diese Techniken der Umdeutung und Aneignung der Geschichte gerade heute so bedeutsam?

Weil man damit letzten Endes die gesamte historische Hypothek des 20. Jahrhunderts abstreifen kann. Die Rechte versucht den Nationalsozialismus immer weiter links zu verorten, indem sie das Teilwort Sozialismus betont. Das korrespondiert mit der Haltung bürgerlich-konservativer Kreise, die gegen Hitler waren, weil sie ihn für einen Linken gehalten haben.

Der Nationalsozialismus wird also der Linken abgebürdet?

Genau, und zwar ganz systematisch, und das geht bis hin zur Shoah. Dabei kommt den Rechten der wieder erstarkende Antisemitismus der Linken entgegen. Sie bekommen derzeit einen Beleg nach dem anderen dafür, während sie über den eigenen Antisemitismus nicht reden wollen.

Was sind die Voraussetzungen für eine erfolgreiche Umdeutung der Geschichte?

Zum einen der Verlust des Geschichtsbewusstseins. Der CSU-Politiker Franz-Josef Strauß hat sich 1979 mit dem Versuch, Hitler und Goebbels zu Mar-

xisten zu erklären, noch lächerlich gemacht. Viele waren nicht glücklich über seine These, bis in die eigene Anhängerschaft hinein. Die waren teilweise in der NSDAP gewesen und wollten sich ihre Vergangenheit nicht vermiesen lassen, indem sie plötzlich als Kommunisten galten. Auf der anderen Seite gab es Leute, die sagten: „Lieber Herr Strauß, Sie waren Ausbildungsoffizier der Wehrmacht, wir waren im KZ, also halten Sie den Mund.“ Diese Generation lebt heute nicht mehr. Deswegen ist diese Position eines geschichtlichen Korrektivs vakant geworden.

Darüber hinaus gibt es ein systematisches Interesse an solcher Geschichtsvergessenheit. Hier würde ich auch den Einfluss der Digitalkultur nicht unterschätzen. Das beginnt schon mit der KI-generierten Geschichtsklitte-rung, die man in die Social-Media-Feeds gespült bekommt. Irgendjemand produziert ja die KI-generierten Bilder glücklicher Wehrmachtssoldaten an der Ostfront, glücklicher weißer Arbeiterfamilien in den USA bis hin zu KI-gefakten Pseudofotos von der Rampe von Auschwitz. Technologisch ist die Möglichkeit zur Geschichtsfälschung heute in ganz anderem Maßstab gegeben. Im Mittelpunkt steht das Bedürfnis, die eigene Vergangenheit zu säubern, damit man sich danach auf etwas, das es so nie gegeben hat, positiv beziehen kann. Und damit sind wir beim Schlachtruf: „Make X great again!“

Kann die Technik der Resignifikation innerhalb der europäischen Rechten einen Beitrag leisten, Widersprüche zu übertünchen und wo hat das seine Grenzen? Als der EU-Abgeordnete Maximilian Krah (AfD) 2024 die Verbrechen der Waffen-SS relativierte, kam das beim Rassemblement national gar nicht gut an.

Es gibt ein klassisches Problem innerhalb der gesamteuropäischen Rechten: Das ist die Frage, wer in Europa die Vormachtstellung ausübt; besonders problematisch ist eine deutsche Hegemonie. Es gibt natürlich die Möglichkeit, Brücken zu bauen. Wenn ich beispielsweise den Nationalsozialis-

mus in ein linkes Projekt umetikettieren, können sich darauf alle einigen. Man kann sich gemeinsam aus dem Schatten der deutschen Verbrechen lösen und wird sich dann auch mit einer deutschen Hegemonie leichter tun. Auf der anderen Seite gibt es die nationalistischen Bewegungen, die auch als Nationalisten gegen die Deutschen gekämpft haben. Zum Teil hat die an der deutschen Besatzung im Zweiten Weltkrieg weniger die politische Ausrichtung gestört als die Fremdherrschaft. In dieser Hinsicht hat man ein gutes Gedächtnis. So hat man in der italienischen Rechten die Massaker der Wehrmacht und der Waffen-SS an der italienischen Zivilbevölkerung nicht vergessen. Ganz ähnlich ist das in Griechenland und auch in Frankreich. Das versteht ein Maximilian Krah nicht. Es kommt aber noch etwas anderes hinzu. Es gibt eine permanente Konkurrenz zwischen Marine Le Pen und der AfD beziehungsweise Alice Weidel. Und wenn man diese Konkurrenz mit einem geschichtspolitischen Argument für sich entscheiden kann, ist das umso besser. Auch deshalb hat das Rassemblement national die Debatte um Krah's Äußerungen genutzt, um die AfD aus der Fraktion „Identität und Demokratie“ zu werfen.

Sie haben nun vor allem generationelle und propagandistische Aspekte angesprochen. In Ihrem Buch sprechen Sie auch von der „grassierenden Geschichtslosigkeit in der Hypermoderne“ als Voraussetzung, damit die Resignifizierung der Geschichte gelingen kann. Was meinen Sie damit?

Wir leben in einer immensen Gegenwartsbezogenheit. Die Frage, wie die Gesellschaften und Ordnungen beschaffen sind, in denen wir geprägt werden, die wir weiterführen oder mit denen wir brechen wollen, wird immer seltener gestellt. Deshalb haben die Rechten mit ihrem Verweis auf Blutlinien, Dynastien oder Nationserzählungen immer leichteres Spiel. Dabei hat die Frage nach der Entwicklung von Technologien, von Großstädten, von Klassen, die Linke eigentlich ausgemacht, also die Frage: Weshalb denke ich so, wie ich denke, welches sind die gesellschaftlichen Voraussetzungen dafür? Um das beantworten zu können, muss man sich der historischen Entwicklung bewusst sein. Das große Problem, das ich bei der Linken sehe, ist, dass sie den Begriff von Fortschritt verloren hat. Wenn ich keinen Begriff von Geschichte habe, kann ich auch keinen Begriff von Fortschritt haben. Damit gibt es aber in meinen Augen keine Linke mehr.

Können Sie das etwas genauer erklären?

An der Geschichte kann ich sozusagen messen, wie sich die Dinge entwickeln,

Volker Weiß ist freischaffender Historiker und schreibt regelmäßig für die „Süddeutsche Zeitung“. Er ist ein Kenner der europäischen Neuen Rechten sowie der Theoretiker der „Konservativen Revolution“. In seinem im vergangenen Jahr erschienen Buch „Das deutsche demokratische Reich: Wie die extreme Rechte Geschichte und Demokratie zerstört“ (Klett-Cotta) setzt er sich mit der Strategie und Methodik der Geschichtsumdeutung durch extrem rechte und antidemokratische Kräfte auseinander. Der 2026 veröffentlichte Essay „Katechon“ (Klett-Cotta) untersucht die Verwendung einer theologischen Figur zur Legitimation der Politik der extremen Rechten. In einem Interview mit der woxx sagte er 2017 voraus, dass die „Alternative für Deutschland“ (AfD) kein kurzlebiges politisches Phänomen sein wird.

ob sie sich real verbessern oder verschlechtern. Dafür brauche ich aber einen Begriff von Geschichte und Gesellschaft, um zu verstehen, wie alles zusammenhängt. Erst dann kann man sich als Linke die Frage stellen: Sind wir in der Lage, eine Entwicklung anzustoßen, in der sich Dinge real verbessern, in der sich die materiellen und rechtlichen Grundlagen der Menschen verbessern? Der rechtliche Status der Individuen ist heute um so vieles besser als vor 200 Jahren, angefangen bei der Idee des bürgerlichen Subjektes. Aber all das muss ich wissen, sonst verharre ich in dem Eindruck, alles bleibt ohnehin immer gleich. Wenn so eine Haltung vorherrscht, kann jeder bereits errungene Fortschritt leicht abgebaut werden.

„Die Vorstellung von einer nahezu linearen emanzipatorischen Entwicklung gehört der Vergangenheit an.“

Kommen wir auf Ihr neues Buch „Katechon“ zu sprechen. Darin analysieren Sie die Renaissance einer bestimmten Form der politischen Theologie. An einen Brief des Apostels Paulus angelehnt, wird dort über einen „Aufhalter“ (griechisch: Katechon) gesprochen, der dem „Antichristen“ entgegentritt und den Menschen Zeit verschafft, vor dem jüngsten Gericht ihre Seelen zu retten. Heutzutage wird diese Konsellation ins Politische übertragen: Wer dabei als Aufhalter und wer als Antichrist firmiert, wird je nach politischem Interesse zugewiesen. Aus der Perspektive der Rechten ist die liberale Demokratie der Antichrist. Kann ein solcher Rekurs auf metaphysische religiöse Motive tatsächlich wirkmächtig sein, oder ist das bloß der Spleen eines sich als intellektuell verstehenden Teils der Neuen Rechten?

Wir haben es mit einer autoritären Strömung zu tun, die auf einer Pyramidenstruktur basiert. Es genügt, wenn das Führungspersonal, wie etwa die bereits erwähnten jungen Kader in der AfD, versteht, was politische Theologie bedeutet. Das Fußvolk muss das nicht wissen.

Worauf läuft diese politische Theologie konkret hinaus?

In der hier diskutierten Form wurde sie maßgeblich von dem katholisch geprägten Staatsrechtler und nationalsozialistischen Staatsrat Carl Schmitt (1888-1985) formuliert. Er skizziert ein Handbuch zum Umbau eines demokratischen Staates in eine Diktatur. Die politische Theologie

dient ihm dabei zur Begründung und Legitimation: Allein aufgrund der theologischen Referenz ist staatliche Souveränität überhaupt erst gegeben. Ihm zufolge ist eine Souveränität, die sich vor einer weltlichen Instanz wie dem Parlament zu verantworten hat, überhaupt keine. Souveränität muss endgültig sein, und Endgültigkeit gibt es nur durch die höchste Instanz, und das ist Gott. Zugleich koppelt Schmitt den Souveränitätsbegriff mit dem territorialen Anspruch; auch da hilft der Katechon, weil er sich aufs Römische Reich beziehen kann. Das wurde bereits historisch als „Aufhalter“ legitimiert, als Schutzmacht des Christentums, die Ordnung und Frieden garantiert. Erst wenn das Großreich fällt, kann der Antichrist die Herrschaft übernehmen. Später wurde das dann übertragen auf die Reichstheologie des Heiligen Römischen Reiches Deutscher Nation. Carl Schmitt führt diesen Gedanken dann hinsichtlich des Nationalsozialismus weiter. Darin ist die Unterscheidung von Freund und Feind als entscheidende Kategorie des Politischen, für die Carl Schmitt so berüchtigt ist, schon angelegt. Es geht um die Entscheidung zwischen Christ und Antichrist, Gut und Böse. Daher bedarf es immer einer letztgültigen Entscheidung. Darauf basiert auch Schmitts Polemik gegen den parlamentarischen Liberalismus. Dieser sei bei einem Problem nicht in der Lage, eine Entscheidung zu erzwingen, er könne es nur vertagen. Das ist in seinen Augen der Beweis für die Herrschaft des Antichristen. Schmitt fordert demgegenüber die endgültige Entscheidung, und die ist nur möglich durch den Bezug auf Gott. Was heutzutage von diesen Überlegungen beim Fußvolk ankommt, ist vollkommen egal. Dort muss nur die so verstandene Souveränität bejaht werden, sowie ein Verständnis von der vermeintlich „wahren Demokratie“ in Form einer plebiszitären Mehrheitsdiktatur, die keinen Minderheitenschutz mehr kennt.

Auch der Tech-Milliardär und Trump-Unterstützer Peter Thiel zeigt sich vom Gedanken des Katechon elektrisiert. Wie passt das zu unternehmerischer Rationalität und kühler Berechnung?

Das Selbstbild dieser Sorte Unternehmer findet sich schon bei Oswald Spengler (Kulturtheoretiker und Vordenker der „Konservativen Revolution“, 1880-1936; Anm. d. Red.): der Unternehmer als Wikinger. Spengler warf den Engländern vor, so liberal geworden zu sein, dass sie keine echten Wikinger mehr sind, also nur noch Händler und keine Helden mehr.

Dann geht es in diesem Fall eher um ein bestimmtes Selbstbild als um eine politische Ideologie?



„Die Rechte versucht den Nationalsozialismus immer weiter links zu verorten“: der Historiker Volker Weiß.

Richtig. Man muss sich nur mal die Inszenierung von Leuten wie Elon Musk anschauen. All diese Leute haben die römische Ästhetik wiederentdeckt. Das hat in meinen Augen etwas Pubertäres, wie auch der Cage-Fight vor dem Weißen Haus. Das ist die Selbstdarstellung von jemandem, der sich präsentieren möchte, als ob er völlig souverän jede Entscheidung treffen könne. Außerdem wird der Unternehmer als Eroberer präsentiert: Der starke Mann, der auf die freie See hinausfährt und sich das Territorium aneignet. Das sind alles männliche Weltbeherrschungsfantasien.

Findet man den Katechon-Gedanken ausschließlich bei der Rechten oder gibt es den auch in der Linken?

Das ist auf keinen Fall ein genuin rechter Gedanke. Im Gegenteil: Beispielsweise ist der gesamte Ansatz der Kritischen Theorie katechontisch. Denken Sie nur an Walter Benjamin und seinen Begriff von der Revolution als Notbremse im katastrophischen Gang der Geschichte. Bei Marx ist die Revolution noch die Lokomotive, die alles vorwärtstreibt. Bei Benjamin wird der Griff zur Notbremse damit begründet, in einer entfesselten hochentwickelten Technokratie könne das Ergebnis der bisherigen Entwicklung letztlich nichts anderes als Faschismus sein. Die Kritische Theorie ist nicht mehr getragen von der Überzeugung, den Wind des Weltgeistes in den Segeln zu haben und mit der Entfesselung der Technologie und der Produktivkräfte

zwangsläufig aus der Vorgeschichte in die wirkliche Geschichte der Menschheit einzutreten. Die Vorstellung von einer nahezu linearen emanzipatorischen Entwicklung gehört der Vergangenheit an. Sie wird ersetzt durch das Bewusstsein, dass es eine katastrophische Entwicklung geben kann, auch durch Wissen, durch Fortschritt und so weiter. Man hat die dialektische Bewegung in der Aufklärung begriffen. Und deswegen liegt dieser Theorie gewissermaßen auch der Katechon zugrunde.

Ich möchte diese Haltung auch verteidigen. Ich finde den Begriff des Aufhaltens notwendig. Klimapolitisch muss gerade sehr viel aufgehalten werden. Ein anderes Beispiel nenne ich in meinem Büchlein: Der Bonhoeffer-Kreis hat sich als Katechon gesehen und Hitler als den Antichristen. Das finde ich eine wesentlich naheliegendere Interpretation als die der Rechten. Der Gedanke des Aufhaltens selbst ist also nicht rechts. Dafür muss der Umweg über Carl Schmitt genommen werden.